



bulletin mensuel • monthly bulletin • maandelijks bulletin

71

6EME ANNEE • PRIX: 50 FB • ABONNEMENT ANNUEL: 500 FB • CCP 000-1168701-45
INFO-TURK - SQUARE Ch. M. WISER - 1040 BRUXELLES • TEL: (32-2) 230 34 72 •
EDITE PAR LE COLLECTIF TURC D'EDITION ET DE DIFFUSION • ISSN 0770 - 9664



Entamé le 12 septembre 1980, poursuivi par la suspension de la constitution de 1961, par l'interdiction des partis politiques, des syndicats progressistes, des organisations démocratiques, et par la concentration dans les mains d'une junte militaire composée de cinq membres, des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, le processus d'institutionnalisation d'un régime fasciste en Turquie approche de sa phase finale. En effet, par l'adoption de la nouvelle constitution rédigée par "Assemblée Consultative" et l'élection du général Kenan Evren à la présidence de la République début novembre 1981, la Turquie entrera dans la période d'un régime dit "civil", héritier de tous les traits antidémocratiques qui caractérisent l'actuel régime militaire.

Une analyse approfondie du projet de constitution a été donnée dans le numéro précédent du Bulletin. Après avoir adopté en bloc ce projet, l'assemblée blanc-seing a voté les unes après les autres ses dispositions foncièrement antidémocratiques, sous la pression de la junte militaire.

Défiant des critiques adressées au projet de constitution par les pays occidentaux, le général Evren déclara le 29 août 1982 à Afyon: "Il est de notre devoir de préparer une constitution qui fasse droit à la structure, à l'originalité et aux conditions de notre société, ainsi qu'à la situation stratégique de notre pays. Nous ne sommes pas tenus de nous conformer aux constitutions occidentales. Nous n'avons jamais prétendu que la nouvelle constitution donnerait plus de libertés que celle de 1961. En Occident, les filles jouissent de toute liberté dès qu'elles ont 18 ans. Dans notre pays, à l'âge de 18 ans, nos filles pas plus que nos fils ne se voient accorder carte blanche. En conséquence, nous ne pouvons calquer notre constitution sur le modèle occidental. La constitution de 1961 était trop permissive pour notre pays. C'est cette permissivité qui nous a conduits au 12 septembre."

Pour intimider toute opposition, Evren prétend que les critiques émises à l'endroit du projet de constitution ne peuvent émaner que de collaborateurs du parti communiste clandestin.

"A l'approche de la transition vers un ordre démocratique normal, les nostalgiques de l'ancien régime, ceux qui sont à la botte du communisme, les anarchistes et les terroristes restant en liberté, les trafants, les ennemis de la nation et de la mère patrie, dissimulés parmi nous, travaillent, tantôt ouvertement, tantôt sous le couvert, à diffamer ce gouvernement. Les collaborateurs des puissances étrangères ont tout mis en œuvre pour mettre fin à l'assistance étrangère à la Turquie; quand ils ont compris qu'ils n'arriveraient pas à leurs fins, ils ont déclenché une campagne destinée à empêcher l'approbation de la nouvelle constitution. Ceux qui collaborent aux activités anti-turques ont coordonné leurs actions à l'intérieur du pays, en parallèle avec une station radio communiste."

C'est par un discours commun à tous les dictateurs que le général Evren tente de justifier son rôle répressif au cours des deux années écoulées et la dictature civile qui va se mettre en place pour les sept ans à venir - au moins!

MILITARISATION DE L'ETAT

En plus de la concentration de tous les pouvoirs dans les mains d'une junte de cinq hommes, tous les postes clefs de l'appareil de l'Etat ont été occupés par l'armée au cours des deux dernières années.

La majorité des gouverneurs civils ont été remplacés par des officiers supérieurs. 1.632 maires démocratiquement élus ont été démis de leurs fonctions, et un grand nombre d'administrations communales ont été placées sous l'autorité d'officiers actifs. De plus, 300 des maires civils évincés ont été arrêtés.

Après la désignation d'une "Assemblée Consultative" de 160 membres, les militaires ont dissous tous les partis politiques. Des centaines de responsables et d'élus des partis politiques légaux ont été traduits en justice; Bülent Ecevit, ancien premier ministre, et d'autres ex-ministres ont été condamnés à des peines de prison. On leur a également interdit toute déclaration politique, et même de faire connaître leur opinion sur le projet de constitution.

Pour expédier les tâches administratives, la junte a nommé un gouvernement dont le premier ministre est un amiral en retraite.

Agissant en tant qu'organe législatif, le Conseil National de Sécurité (la junte militaire) a adopté 378 lois pendant la période des deux ans. En vertu d'un décret promulgué par le CNS, toutes les lois adoptées par ce même CNS sont considérées comme dispositions constitutionnelles.

Par la création d'un Conseil Suprême de Surveillance dont les membres ont été nommés par le chef de la junte, l'armée a pris le contrôle de toutes les administrations publiques, des entreprises du secteur public, des syndicats et des associations professionnelles.

Le chef de la junte a également nommé un Conseil Suprême de la Magistrature, supprimant totalement l'autonomie du pouvoir judiciaire au sein de l'Etat. En signe de protestation contre cette ingérence, plus de deux mille juges et procureurs ont démissionné de leur fonction.

Au cours de la même période, dix-huit mille fonctionnaires ont été révoqués. Par ailleurs, 1.227 membres de la police ont été expulsés des forces de sécurité pour "activités idéologiques".

Afin de placer l'ensemble des établissements d'enseignement sous le contrôle du pouvoir politique, la junte a créé un Conseil de l'enseignement Supérieur (YOK), dont tous les membres ont été nommés par son chef. De plus, les recteurs des 27 universités ont été remplacés par des hommes de main des militaires. Récemment, le YOK a également procédé au remplacement de tous les doyens de faculté. Le Conseil de l'Enseignement Supérieur est habilité à démettre tout professeur de sa charge académique sans être tenu de justifier cette destitution par un motif concret.

En signe de protestation contre cette violation de l'autonomie des universités en matière académique, 33 professeurs ont remis leur charge en l'espace d'un an. Selon une enquête effectuée par un quotidien, 78 pourcent des professeurs d'université sont opposés au nouveau règlement.

Aux niveaux primaire et secondaire, plus de 6.000 enseignants ont été mis à pied ou traduits devant les tribunaux par les militaires. Les principaux dirigeants de l'Association des Enseignants de Turquie (TOB-DER) ont été condamnés à de lourdes peines de prison.

Non contente de ces bouleversements et de ces liquidations, la junte a chargé le gouvernement de réorganiser l'appareil de l'Etat dans les meilleurs délais. De la sorte, le nouveau régime civil sera basé sur une bureaucratie que le pouvoir militaire réorganise et met en place dès aujourd'hui.

Aux termes de la nouvelle constitution, le président de la république pourra exercer un large contrôle sur cette bureaucratie: il aura en effet le pouvoir de nommer une centaine de fonctionnaires de très haut rang, parmi lesquels les membres du Conseil Suprême d'Arbitrage, le Conseil d'Etat pour les Affaires Economiques et Sociales, l'Académie de Langue de l'Académie de Langue de l'Etat et le Chef de l'Etat-Major Général.

Selon le projet, Evren deviendrait automatiquement président de la république pour 7 ans, et les 4 autres membres de la junte oteraient aussi leurs uniformes pour endosser le rôle de vice-présidents.

En conservant le titre de Commandant Suprême des Forces Armées Turques, le président de la république -allias Evren- maintiendra son autorité sur l'armée. De plus, un Conseil National de Sécurité, présidé par le président de la république et composé de ministres et de commandants militaires, aura le pouvoir d'imposer au gouvernement des décrets en toute matière.

Au total les attributions du président de la république feront de lui un dictateur civil, placé au-dessus du parlement, du gouvernement et des organes judiciaires. Quant au futur parlement, il sera composé exclusivement de partis centristes et de droite, attachés aux principes kémalistes. Si une opposition se faisait jour au sein de l'Assemblée Nationale, le président de la république sera en droit de dissoudre le parlement et de convoquer de nouvelles élections. Le président de la république aura également le pouvoir de révoquer le premier ministre ou tout autre ministre, d'ordonner à l'armée de faire usage de ses armes et de proclamer l'état d'urgence.

Si l'on considère l'ensemble des pouvoirs accordés au président de la république, il n'est pas difficile de prévoir que dans le régime civil à venir, l'Assemblée Nationale ne disposera, elle, d'aucun pouvoir réel et sera réduite à jouer le rôle de l'actuel "Assemblée Consultative" blanc-seing.

TERREUR D'ETAT

La période de l'administration militaire s'était ouverte sur des chasses à l'homme sans précédent. Selon un communiqué publié par la Ligue Internationale des Droits de l'Homme, en l'espace de 17 mois, 170.958 personnes ont été arrêtées, dont plus de 100 milles ont été remises en liberté après trois mois de détention. Parmi elles, on compte 102 députés, 79 journalistes et écrivains, 93 juges et procureurs, 35 gouverneurs de district, 300 maires, 6.191 enseignants et 6.758 fonctionnaires.

Le 27 août 1982, les autorités militaires ont communiqué que depuis la prise du pouvoir par l'armée le 12 septembre 1980, les tribunaux militaires avaient condamné 25.473 personnes en raison de leurs opinions politiques. 18.657 personnes sont toujours en jugement devant les tribunaux militaires.

En deux ans, les tribunaux militaires ont condamné à mort 103 activistes politiques; 26 de ces condamnations ont été ratifiées par la junte et 21 personnes ont déjà été exécutées.

Pendant les chasses à l'homme auxquelles se sont livrées l'armée et la police, plus de 500 personnes ont été abattues dans la rue; 7.662 personnes sont toujours recherchées par les militaires.

La junte a lancé une campagne de dénonciation contre les personnes recherchées. En deux ans, 128.000 lettres de dénonciation sont parvenues au CNS.

Par ailleurs, un Centre Informatique a été créé au Ministère de l'Intérieur, où plus de 3 millions de citoyens ont été enregistrés en 21 mois. Les autorités ont communiqué que ce centre informatique a permis

l'arrestation de 36.771 activistes politiques par les forces de sécurité.

Les militaires ont interdit les voyages à l'étranger à quelque 100.000 personnes, parmi lesquelles 133 parlementaires de l'ancien Parti Républicain du Peuple.

Alors que la capacité maximale des prisons turques est de 55.000 détenus, le Ministère de la Justice a récemment communiqué que le pays compte plus de 85.000 prisonniers. Un grand nombre de casernes ont été transformées en centres de détention. D'autre part, le Ministère de la Justice a mis sur pied un plan prévoyant la construction de 67 nouvelles prisons.

La junte a réservé un budget de 99 milliards de LT à la réorganisation des forces de police. Le personnel des forces de sécurité sera porté de 50.000 à 121.000 hommes et des forces d'intervention rapide seront stationnées dans toutes les villes. Les unités de police seront équipées d'armes modernes, de véhicules blindés et d'hélicoptères.

Grâce à huit changements successifs de la législation sur la loi martiale, les commandants militaires se sont vu autoriser à abattre tout suspect en rue, à confisquer et interdire les publications, à rechercher des personnes et perquisitionner leur domicile sans mandat judiciaire. Aux termes d'une nouvelle modification de la législation en question, la publication de tout nouveau périodique devra au préalable avoir reçu l'accord du commandant militaire local.

Après la levée de la loi martiale, l'ensemble de ces attributions sera transféré aux gouverneurs et les tribunaux militaires seront remplacés par des cours d'exception de sécurité de l'Etat.

Dans le Code Pénal turc modifié, les peines de prison ont été alourdies pour les "crimes" de constitution de partis ouvriers et de propagande communiste. Les articles 141 et 142 relatifs à ces "crimes", empruntés au code pénal mussolinien en 1936, deviennent également articles constitutionnels.

PROCES POLITIQUES

L'un des aspects les plus saisisants des deux années de gouvernement militaire est constitué par les procès de masse et par le grand nombre de peines de mort qui y ont été requises.

Outre les 103 condamnations à mort déjà prononcées par les tribunaux militaires et les 21 exécutés, les procureurs militaires ont requis 5.143 peines de mort d'ici fin août 1982. Ces demandes de peine capitale se distribuent comme suit entre les organisations politiques et syndicales:

- Chemin Révolutionnaire (Dev-Yol): 1.919
- Parti Ouvrier du Kurdistan (PKK): 695
- Parti/Front de la Libération Populaire de Turquie (THKP/C): 554
- Gauche Révolutionnaire (Dev-Sol): 382
- Parti Communiste de Turquie/Marxiste-Léniniste (TKP/ML): 216
- Organisation Kurde (KAWA): 154
- Parti Communiste Révolutionnaire de Turquie (TDKP): 130
- Libération (Kurtulus): 117
- Confédération des Syndicats Progressistes de Turquie (DISK): 52
- Unité de Propagande Armée Marxiste-Léniniste (MLSPB): 48
- Libération Nationale du Kurdistan (KUK): 18
- Voix Ouvrière (İşçinin Sesi): 18
- Union des Communistes Révolutionnaires de Turquie (TIKB): 31
- Organisations Kurdes Rızgari et Ala Rızgari: 13
- Organisation Kurde Tekoşin: 11
- Parti Communiste Ouvrier de Turquie (TKEP): 11

- Avant-gardes Révolutionnaires du Peuple (HDO): 10
- Armée de la Libération Populaire de Turquie (THKO): 6
- Parti Communiste de Turquie/Union (TKP/B): 2
- Union de Jeunesse Socialiste (SGB): 2
- Association de la Lutte Contre Chomage (PIM): 1
- Noyau de l'Armée Rouge Révolutionnaire de Turquie (TIKOC): 1

Par ailleurs, 37 peines capitales ont été requises lors d'un procès politique mettant en cause le Parti Socialiste du Kurdistan Turc (TKSP) et le Parti Ouvrier du Kurdistan (PKK).

Alors que 4.454 personnes sont menacées de la peine capitale dans des procès contre des organisations de gauche, on ne compte que 651 peines capitales requises contre des militants de droite.

Bien que les autorités militaires, dans le but de se donner une image d'impartialité, aient engagé plusieurs procès contre les responsables et des militants du Parti d'Action Nationaliste (MHP), néofasciste, tous les responsables de ce parti, à l'exception d'Alparslan Türkeş et de ses deux aides de camp, ont été mis en liberté par les tribunaux militaires au terme de ces deux années.

En plus des membres des organisations de gauche citées ci-dessus, des milliers de progressistes sont en jugement devant des tribunaux militaires, du chef d'affiliation au Parti Communiste de Turquie (TKP), au Parti Ouvrier de Turquie (TIP), au Parti Socialiste Ouvrier de Turquie (TSIP), à l'Union du Travail (EB), à l'Organisation de libération Révolutionnaire (DKO), au Chemin du Partisan (PY), à l'Association des Jeunes Progressistes (IGD) ou à la Jeune Avant-Garde (GO).

M. Bülent Ecevit, président de l'ancien CHP et ex-premier ministre, a été emprisonné pour avoir fait part à la presse étrangère de son opinion sur la situation politique de son pays. Tous les anciens députés du CHP sont poursuivis en justice en raison de leur solidarité avec le DISK. Les responsables du Parti de Salut National (MSP), intégriste, sont eux aussi en procès devant les tribunaux militaires.

De même, un grand nombre d'organisations démocratiques, telles que l'Association des Enseignants (TOB-DER), l'Union des Architectes et des Ingénieurs (TMMOB), l'Union des Coopératives Paysannes (Köy-Koop), Le Comité Turc pour la Paix, l'Association du Barreau d'Istanbul, l'Union des Ecrivains Turcs (TYS), l'Association des Fonctionnaires (Tüm-Der), les Clubs Populaires, tous les syndicats affiliés au DISK et certains de ceux affiliés au Türk-İs, l'autre confédération syndicale. Les administrateurs de la Fondation de la Langue Turque et de la Fondation d'Histoire Turque sont eux aussi traduits en jugements.

Au sein des Forces Armées, plus de 300 jeunes officiers et cadets ont été arrêtés pour participation aux activités d'organisations d'extrême gauche; certains d'entre eux ont été expulsés de l'armée.

TORTURES

Au cours de deux années de gouvernement militaire, les tortures infligées aux détenus politiques ont été érigées en pratique systématique. Selon un rapport d'Amnesty International, plus de 70 personnes sont mortes sous la torture.

La Ligue Internationale des Droits de l'Homme, l'Association Internationale des Juristes Démocrates et des confédérations syndicales internationales, rendant compte des missions qu'elles ont effectuées en Turquie, ont déclaré qu'un grand nombre de détenus politiques ont été torturés par les militaires.

Ont été torturés notamment Abdullah Bastürk, président du DISK, et ses camarades; Ahmet İsvan, maire d'Istanbul, et Mehdi Zana, maire de Diyarbakır.

Bien que le gouvernement militaire nie le caractère systématique des tortures pratiquées en Turquie, son porte-parole a été contraint "d'avouer" 15 morts par suite de tortures et de mauvais traitements.

A chaque procès politique, les accusés révèlent les tortures qu'ils ont subies, mais la presse turque, soumise à la censure, ne peut en faire état.

Les conditions de vie dans les prisons militaires sont insupportables. En signe de protestation contre la torture et les mauvais traitements, des milliers de prisonniers ont entamé des grèves de la faim dans les prisons militaires de Metris, Mamak, Elazığ, Erzurum, Gölçük et Diyarbakır.

VIE INTELLECTUELLE

La presse a été censurée depuis les premiers jours du régime militaire. Outre les journaux et revues déjà interdites sous la loi martiale avant le coup d'état, trois quotidiens -Demokrat, Aydınlık et Hergün- ont été définitivement interdits le 12 septembre 1980, et trois autres, très influents -Cumhuriyet, Hürriyet et Günes- suspendus provisoirement. L'hebdomadaire Arayış, publié par l'ancien premier ministre Ecevit, a lui aussi été interdit.

Après avoir pris des mesures sévères contre les organisations politiques et syndicales, la junte a lancé une campagne de terreur contre les intellectuels.

L'éditeur progressiste İlhan Erdost a été assassiné sous la torture dans la prison militaire de Mamak.

Les journalistes cités ci-dessous ont été arrêtés ou condamnés par les militaires au cours des deux dernières années:

İlhami Soysal, Salim Bayar, Erol Türegün, Ergün Unal, Süheyla Taşçier, Bülent Erandaç, Seçkin Türsay, Emil Galip Sandalcı, Yasar Miraç, Necmi Onur, Lütfi Oflaz, Salih Aydoğan, Tamer Kayas, Ahmet Tastan, Yusuf Hasan Cebi, Muzaffer Erdost, Yalçın Küçük, Hikmet Cetinkaya, Rifat Ilgaz, Tekin Sönmez, Sadı Ozansu, Aydın Engin, Mehmet Cetik, Saban Bilgin, Enis Rıza Sakızlı, Erhan Tuksan, Candemir Özden, Hasan Baki Kurtoglu, Haluk Berberoglu, Ertugrul Okuyan, İhsan Fatih Yıldız, Yasar Rıza Zelyut, Adalet Agaoglu, Talip Apaydın, Seydali Gönen, Abdullah Geleş, Fettah Ayhan Erkan, Necati Sağ, Esref Tutak, Omer Faruk Oba, Oktay Akbal, Okay Gönensin, Orsan Oymen, Y. Dinçberk, Metin Münir, Nahit Duru, Mehmet Kazım Kara, Sadık Albayrak, Mehmet Simsek, Ugur Tekin, Hüseyin Altıntaş, Metin Culhaoglu, İlhan Akalın, Ali Bahadır, Ahmet Kabaklı, Unal Sakman, Leyla Yurdakul, Rauf Tamer, Demirtaş Ceyhan, Isık Yurtçu, Nihat Behram, Aydogdu İter, Ali Rebus, Feyzullah Ozer, Nazlı Ilıcak, Erol Toy, Recep Maraslı, Asım Bezirci, A. Kadir, Burhan Apaydın, Mustafa Sayım, Serdar Altıparmak, Necip Fazıl Kısakürek, Ramazan Durmus, Aydın Dogan, Hüseyin Bas, Niyazi Dalyancı.

La radio-télévision turque (TRT) a été placée sous la direction de généraux d'armée, et plus de cent réalisateurs ont été affectés à des postes incompatibles avec leur profession.

L'autonomie académique et administrative des universités a été levée et les institutions universitaires ont été placées sous la tutelle d'un Conseil de l'Enseignement Supérieur (YOK), dont tous les membres ont été nommés par le chef de la junte.

Des membres progressistes du corps académique ont eux aussi fait l'objet de mesures répressives. Un grand nombre d'entre eux ont été évincés de leur charge ou emprisonnés en raison de leurs opinions. Les professeurs Sadun Aren, Alparslan İskli, Osman Nuri Koçtürk, Mükrimin Altıntaş, İsmail Besikçi, Veli Lök, Cumhur Ertekin, A. Kayhan, Metin Ozek, Haluk To-

sun, Gencay Saylan, Melih Tümer, Ercan Eyüboğlu, Bilgen Arif Bilgin ont été arrêtés, et beaucoup d'entre eux ont été jugés par des tribunaux militaires.

La répression n'a pas épargné les artistes, les acteurs, les chanteurs et les réalisateurs de films. C'est ainsi que les militaires ont poursuivi Melike Demirag, Sanar Yurdatapan, Genco Erkal, Tarık Akan, Selda Bağcan, Cem Karaca, Aydın Gürpınar, Ali Habib Özgentürk, Atıf Yılmaz.

Le célèbre réalisateur Yılmaz Güney a été condamné à un total de 22,5 ans de prison pour trois de ses articles publiés.

Les livres de gauche ont disparu des librairies immédiatement après le coup d'état, et il est peu probable qu'on en reverra même si la loi martiale est levée.

Récemment, les autorités militaires ont lancé une campagne de rafles de livres, qui a conduit à la saisie de toutes les publications éditées par des éditeurs de gauche.

De plus, le gouvernement militaire publie régulièrement des listes de publications étrangères qu'il est interdit d'introduire en Turquie.

REPRESSION NATIONALE

La répression nationale qui s'exerce sur la population kurde de Turquie depuis la proclamation de la République, a atteint des proportions gigantesques après le coup d'état. Les deux tiers des forces effectives de l'Armée turque ont été envoyées au Kurdistan turc. Au moyen d'avions, d'hélicoptères et de blindés, les unités de commandos font des raids sur les villages kurdes sous prétexte de "chercher des armes", et, après avoir battu et insulté toute la population, ils mettent en état d'arrestation ceux qui ont pris part à tout mouvement politique et démocratique exigeant le respect des droits et libertés fondamentaux des Kurdes.

Selon la Ligue Internationale des Droits de l'Homme, depuis le coup d'état militaire, 81.634 Kurdes ont été arrêtés, nombre d'entre eux ont été torturés dans les centres d'interrogatoire.

Les murs des salles de prison où les Kurdes sont retenus prisonniers sont couverts des slogans suivants: "Un Turc vaut le monde entier" ou "Heureux ceux qui peuvent dire "Je suis Turc!"

Il n'y a pas que les Kurdes mais aussi des intellectuels turcs comme le professeur d'université İsmail Besikçi qui défend les droits du peuple kurde, qui sont condamnés à des peines de prison allant jusqu'à 10 ans.

En outre, afin d'accélérer le processus d'assimilation des Kurdes, les militaires ont officiellement interdit l'utilisation de la langue kurde et décidé de créer des "centres d'attraction" dans le Kurdistan turc et d'intensifier l'éducation en langue turque.

OPPRESSION DE LA CLASSE OUVRIERE

La classe ouvrière a été la principale cible de la terreur d'état dès le premier jour du régime militaire.

La Confédération des Syndicats Progressistes (DISK) a été fermée et ses 52 dirigeants comparaisent encore devant les tribunaux militaires et risquent la peine de mort. En plus de cela, plus de 2.000 représentants et militants syndicaux ont été arrêtés et des procédures légales ont été entamées contre eux.

Les syndicalistes arrêtés ont été torturés pendant les interrogatoires préliminaires.

L'autre Confédération des Syndicats, Türk-İs, n'a pas été fermée en échange de sa collaboration avec le régime militaire. Le Secrétaire Général de cette confédération a accepté de participer au gouvernement militaire et de partager la responsabilité de tous les déc-

rets allant contre les intérêts de la classe ouvrière. Pour cette raison, l'affiliation de la Türk-İs à la CISL a été suspendue par cette dernière.

Puisque les droits de grève et de négociations collectives ont été suspendus, le niveau d'augmentation des salaires a été déterminé par le Conseil Suprême d'Arbitrage. Agissant conformément à la suggestion du FMI de bloquer les salaires, ce conseil n'a accordé que des augmentations de salaire ridicules alors que les prix ont augmenté de plus de 100 pc en deux ans. Aussi le pouvoir d'achat des travailleurs a-t-il baissé de 44 pc pour cette même période.

Le salaire mensuel minimum est encore de 7.000 LT (100 DM), tandis que le loyer d'une maison dans les bas quartiers dépasse les 10.000 LT et qu'une famille de 4 personnes a besoin au minimum de 26.170 LT rien que pour son alimentation.

Bien que la junte militaire ait interdit le renvoi des ouvriers sans l'autorisation des autorités de la Loi Martiale, le secteur public, à lui seul, a déjà renvoyé 18.500 travailleurs en 1981. Le nombre des sans-emploi a atteint 3,2 millions (18,2 pourcent)

Avec l'adoption de la nouvelle constitution, les droits fondamentaux des travailleurs seront suspendus de façon permanente et l'augmentation des salaires dépendra du bon vouloir du Conseil Suprême d'Arbitrage et du gouvernement.

Même la confédération pro-gouvernementale Türk-İs a dû forcée d'admettre qu'avec l'adoption de la nouvelle constitution, les syndicats n'auraient plus qu'à fermer leurs portes.

RECESSION ECONOMIQUE

Comme les travailleurs sont condamnés au chômage et à la misère, un poignée de firmes monopolistes ont vécu des années dorées aux dépenses de la liquidation des petites entreprises.

À la fin de 1981, 73 des 123 secteurs économiques sont tombés sous le contrôle absolu de quelques monopoles, 27 secteurs sont dominés par 2 firmes et 14 autres secteurs dépendent de 3 firmes.

La même année, le nombre des faillites et des liquidations pour les petites et moyennes entreprises a augmenté de 106,6 pourcent.

La production dans les industries textiles, de matériaux de construction, automobiles, d'articles ménagers et de matériel à investissement est tombée à cause de la baisse du pouvoir d'achat.

Suite à la politique monétaire ferme, les banques ont augmenté leurs taux d'intérêt à 70 pc et ont enre-

gistré un profit annuel de 400 pc, à la fin 1981. Les firmes monopolistes ont également enregistré des profits équivalents.

En 1981, bénéficiant des nouvelles mesures d'encouragement, 111 compagnies étrangères ont investi en Turquie.

Les dettes extérieures de la Turquie ont atteint 20 milliards \$ et la Banque Mondiale estime qu'elles atteindront le seuil des 28 milliards \$ en cinq ans.

En dépit des mesures sévères prises pour enrayer l'inflation, la Turquie occupe toujours la première place pour ce qui est de la hausse des prix parmi les 25 pays membres de l'OCDE et ceci avec un taux d'inflation annuel de 50 pourcent.

RELATIONS EXTERIEURES

Sur le plan international, la junte militaire a poursuivi une politique favorable aux intérêts américains au Moyen-Orient. Un mois après le coup d'état militaire, l'Accord de Coopération en matière de Défense avec les Etats Unis était ratifié par le CNS.

Les autorités turques et américaines se sont mises d'accord en décembre 1981 pour la mise sur pied d'un "Conseil Commun de Défense" chargé de définir les besoins militaires communs et d'y pourvoir mais aussi chargé de décider de la contribution américaine à la création d'une industrie de guerre turque. Les pourparlers se poursuivent quant à la production d'avions militaires F-16 et F-18 en Turquie, en collaboration avec l'industrie de guerre américaine.

La junte militaire a également précisé que les vols des avions espions U-2 et des AWACS seraient autorisés à partir des bases aériennes turques.

On peut aussi s'attendre à ce que la Turquie et les USA signent un mémorandum d'entente pour la modernisation des aéroports militaires turcs et des autres installations. Au moins 15 aéroports turcs seront transformés en "bases opérationnelles communes" qui offriront la possibilité à la "Force Rapide de Déploiement Américaine" de décoller pour attaquer les régions du golfe.

En retour, pour toutes ces facilités, les Etats-Unis augmenteront "l'aide" militaire et économique à la Turquie pour atteindre 547 millions de \$ en 1981 et 703 millions \$ en 1982.

De plus, comme des institutions européennes comme le Parlement Européen, le Conseil de l'Europe et les parlements nationaux ont condamné les pratiques répressives du régime militaire, les Etats-Unis restent désormais le protecteur principal du régime turc.

----- EVENEMENTS DU MOIS D'AOUT -----

TERREUR D'ETAT

◇ *Bülent Ecevit*, l'ancien premier ministre et président du défunt Parti Républicain du Peuple a été emprisonné, le 20 août 1982, pour y purger sa condamnation à 88 jours de prison à cause des déclarations qu'il avait faites à la presse étrangère.

◇ *Condamnations*: 7 militants du Mouvement Libération (Kurtulus), 30 militants du Parti Communiste de Turquie Marxiste-Léniniste (TKP-ML), 3 militants du Parti Communiste de Turquie (TKP), 6 militants de Chemin Révolutionnaire (Dev-Yol) et de Li-

bération du Peuple (HK) ont été condamnés à des peines d'emprisonnement.

◇ *Nouveaux procès*: Le procureur militaire a ouvert un nouveau procès à Istanbul contre 94 militants du Mouvement de Libération et requis la peine de mort pour 14 des inculpés. En outre, à Ankara 10 personnes, à Erzurum 14 personnes et à Istanbul 98 personnes sont respectivement accusées d'avoir pris part aux activités du Parti Communiste Révolutionnaire de Turquie (TDKP), des Avant-Gardes Révolutionnaires du Peuple (HDO) et du Parti Communiste de Turquie.

Le procureur militaire a entamé une procédure

contre sept avocats d'Istanbul et les accuse d'avoir tenu des propos diffamatoires à l'égard du régime turc pendant leurs interventions dans les tribunaux militaires.

◊ **Exécutions:** 3 condamnations à mort ont été exécutées en août: Ali Bülent Orkan, à Ankara, Veli Acar à Isparta et Esref Ozcan à Kayseri.

VIE INTELLECTUELLE

- Le 1er août 1982, la publication du quotidien "Gemlik Körfezi" a été interdite par les autorités de la Loi Martiale, à Gölcük.

- Le Conseil Ministériel a interdit, le 3 août, l'introduction en Turquie de 24 publications publiées à l'étranger.

- Dans le but de renforcer le contrôle de l'Etat sur les universités, la junte militaire a mis sur pied un Conseil de Supervision pour l'Enseignement Supérieur.

- Le 10 août, un professeur universitaire éminent, Sadun Aren, a été arrêté à Ankara à cause de son œuvre intitulé "Macro-Economie".

- Le Commandement de la Loi Martiale d'Istanbul a interdit la publication du quotidien "Günes", le 10 août 1982.

- 27 professeurs universitaires récemment nommés, ont été reçus par le Général Evren, le 13 août, et ils ont exprimé leur loyauté envers le régime.

- Le procureur militaire a mis en accusation deux éditeurs du journal "Flash" d'Ankara, le 16 août. Ramazan Durmus et Aydın Dogan sont accusés d'avoir été diffamatoires envers les forces de sécurité.

- Un général en retraite de l'armée, Nihat Ozer a été nommé au Conseil d'Enseignement Supérieur (YOK).

- Sur l'ordre du Commandement de la Loi Martiale d'Izmir, toutes les exemplaires de 210 livres ont été confisqués par les forces de l'ordre. Parmi ces livres, on trouve aussi des pièces de théâtre, de la fiction, des essais et de la poésie.

- Les règlements disciplinaires concernant les universités sont rendus publics le 21 août. Les professeurs d'université ne sont pas autorisés à donner des interviews ni à adhérer à un quelconque parti ou association politique.

- Le procureur militaire a accusé le poète Arif Damar d'avoir eu en sa possession des livres interdits par les militaires.

- Selon la nouvelle modification de la loi sur le Régime de Loi Martiale, la publication de tout nouveau journal ou de toute nouvelle revue devra avoir été autorisée par le Commandant de la Loi Martiale.

- Le Ministre de l'Education Nationale a interdit, le 28 août, la lecture de 272 livres dans les écoles.

- 5 personnes accusées d'avoir fait de la propagande pour le communisme, ont été acquittées le 28 août par la troisième chambre du Tribunal Militaire d'Istanbul après 22 mois de détention.

- Le 29 août, les forces de l'ordre ont confisqué environ 150.000 livres de la Maison d'Édition Bilim ve Sosyalizm (Science et Socialisme), le tout pour une valeur de 50 millions LT.

- A Erzurum, la Publication de deux journaux, Azizlye Postası et Hürsöz, a été interdite par les autorités de la Loi Martiale, le 28 août.

REPRESSION A L'ETRANGER

- A la demande de droit d'asile d'un citoyen turc, le Ministre des Affaires Etrangères d'Allemagne a répondu que "les minorités en Turquie ne subissaient pas la répression".

- Selon la nouvelle législation sur le statut de réfugié politique, adoptée par le Parlement Allemand,

tous ceux dont la demande de droit d'asile aura été refusée, seront expulsés d'Allemagne. Pour accélérer les procédures de candidature au statut de réfugié politique, 13 nouveaux bureaux ont été ouverts dans ce pays.

- Le gouvernement turc a annoncé, le 2 août, que 70 personnes avaient été déchues de la nationalité turque.

- Les autorités suisses ont refusé la demande d'asile politique de Murat Cerçinli, militant de la DISK.

- On annonçait qu'en un an de temps, environ 250 citoyens turcs avaient fui leur pays et demandé l'asile politique à la Grèce.

- Le gouvernement turc a demandé l'extradition de 118 personnes actuellement dans des pays européens: 7 en Suisse, 2 en Suède, 76 en Allemagne, 4 en France, 8 en Syrie, 2 en Arabie Saoudite, 2 en Iran, 1 aux Etats-Unis, 2 aux Pays-Bas, 1 en Italie, 4 au Danemark, 1 en Belgique, 3 à Chypres, 1 au Liban et 2 en Autriche.

- D'après un rapport journalistique, les citoyens turcs sont obligés d'obtenir un visa pour pouvoir entrer dans 127 pays. Seuls l'Angleterre, l'Espagne, la Roumanie, l'Autriche, le Portugal, la Yougoslavie, l'Irlande et l'Italie acceptent des nationaux turcs sans visa.

- Les autorités militaires ont annoncé que, depuis le coup d'état militaire, 2.937 manifestations contre le régime turc en Turquie avaient eu lieu à l'étranger.

TORTURES

- Au procès de la DISK à Istanbul, le Secrétaire-Général Fehmi Isiklar et le vice-président Rıza Güven ont révélé qu'ils avaient été soumis à des mauvais traitements et à la torture pendant les interrogatoires préliminaires.

- Au procès de l'ancien ministre Serafettin Elçi, un témoin du nom de Yavuz Koçoğlu a rapporté qu'il avait été soumis à la torture pour qu'il confirme les charges d'accusation formulées contre celui-ci.

- La Cour militaire de Cassation a rejeté l'acquiescement d'un commissaire et de 11 policiers accusés d'avoir torturé un détenu politique.

- Une enquête a été ouverte concernant un chef de police et trois policiers d'Ankara, qui ont battu l'avocat Arif Cakir, à la prison militaire de Mamak.

VIE SOCIALE

- Protestant contre l'attitude partielle du Conseil Suprême d'Arbitrage, les représentants de la Confédération du travail Türk-İs se sont retirés de ce conseil.

- A Adana, 93 travailleurs du textile sont gardés en détention préventive pour avoir tenu une réunion dans un café.

- Le Conseil Suprême d'Arbitrage a décidé que le contrat de travail d'un travailleur ne serait plus valide si celui-ci était condamné à des peines de prison supérieures à 6 mois.

- Un pensionné du nom de Mehmet Yakakaya s'est immolé par le feu en face du Ministère de l'Intérieur pour protester contre les détériorations des conditions de vie.

- Selon des informations données par l'institut National de Statistiques, 65,81 pourcent de la population turque a moins de trente ans.

VIE ECONOMIQUE

- Le Nouveau Ministre des Finances, Adnan Baser Kafaoglu a tenu sa première réunion avec les plus grands industriels et hommes d'affaires de Turquie tels Vehbi Koç, Sakıp Sabancı, Halit Narin, Nejat Ec...

zacibası, Ali Koçman et Selçuk Yasaroglu qui contrôlent les plus puissants monopoles des différents secteurs. N'ont pas assisté à cette réunion, les autres hommes d'affaires qui souffrent de la politique monétaire d'austérité responsable d'une chute de la production. Un porte-parole de la Chambre d'Industrie et de Commerce de Bursa déclarait: "Kafaoglu a tenu sa première réunion avec ceux-là qui n'ont besoin d'aucun crédit. Pour cette raison, nous craignons que ses informations ne soient trompeuses. Après cette réunion, il pourrait penser que tout va bien. Alors que nos problèmes sont nombreux et urgents, des réunions de ce type devraient d'abord avoir lieu avec les petites entreprises.

- Afin d'assurer les institutions financières internationales que la politique économique adoptée par la junte serait poursuivie, le nouveau ministre des Finances, Kafaoglu, a adressé une lettre d'intention au FMI. De cette lettre, le Conseil du FMI a ratifié, le 24 août 1982, la mise à l'exécution de la politique économique turque et a dégagé une tranche de 100 millions \$ sur les 3 milliards \$ de crédit de secours. Une communication reprenant les points de vue de FMI quant à la gestion de l'économie turque a été rédigée lors de la réunion, les points principaux en sont les suivants: a) l'accent devrait être mis sur une politique de l'emploi, b) les entreprises économiques d'état devraient cesser d'être un fardeau pour le budget de l'état, c) les taux d'échange des cours fluctuants devraient être maintenus, d) la prudence devrait être de mise en ce qui concerne les calculs de distribution des ressources et l'accroissement régulier des exportations jusqu'à la fin des années 80. Le Conseil a également souligné que le gouvernement turc devait être "très prudent" en raison des tendances inflationnistes observées récemment.

- Les Etats-Unis, l'Italie, la Grande-Bretagne et la Belgique sont les premiers pays à promettre leur participation au programme de l'OCDE d'Aide Economique d'Urgence à la Turquie pour 1983. Les Etats-Unis ont promis 350 millions \$, l'Italie 100 millions \$, la Grande-Bretagne 28 millions \$, et la Belgique 6,3 millions \$. C'est la quatrième année de tentative d'assistance. Les promesses des quatre pays totalisent 486 millions \$ par rapport au chiffre total d'approximativement 900 millions \$ en 1981. Il n'est pas encore sûr que la République Fédérale d'Allemagne, qui pendant les trois premières années a joué dans ce projet d'assistance un rôle de coordinateur, fournira une quelconque aide économique cette année. Aucun engagement n'est attendu de la part de cinq pays, notamment la France, la Hollande, le Danemark, la Norvège et la Suède, car ils ont porté plainte contre le régime militaire turc devant la Commission Européenne des Droits de l'Homme.

- La Commission Européenne a annoncé qu'elle avait fait un accord avec Ankara pour fixer le quota annuel de 75.500 tonnes pour les exportations de fil de coton turc et pour laisser tomber la taxe anti-dumping de 12 pourcent sur le textile turc. Là-dessus, la Turquie a informé la CEE qu'elle lèverait la taxe de 15 pourcent sur les importations d'acier de la CEE qu'elle avait imposée en avril dernier. La presse turque considère que cet accord va redonner de la vitalité aux relations entre la Turquie et la CEE, relations qui stagnaient depuis deux ans. Comme nous le rapportions dans le BULLETIN précédent, le Parlement Européen a adopté, le 8 juillet 1982, une résolution en faveur de la junte militaire.

ARMEE

- La compétition entre les constructeurs d'avions de chasse, General Dynamics pour les F-16 et Northrop pour les F-18-L, pour déterminer le type d'avion

qui sera construit en Turquie par l'Industrie Aéronautique (TUSAS) prend des allures de combat de chasse. Les devises étrangères requises pour la construction de 291 avions sur une période de 7 à 10 ans s'élèvent entre 5 à 6 milliards \$. Les représentants de la Northrop ont fait part de leur intention de commercialiser presque tous les produits turcs d'exportation, principalement les textiles, le vin et le charbon, grâce à leur réseau mondial de courtage. Ils ont aussi mis en évidence que la compagnie peut fournir de nouveaux emplois pour la main d'œuvre turque, surtout en Arabie Saoudite. La General Dynamics a également fait une proposition similaire de marché d'échange dont les détails n'ont pas encore été étudiés.

- Le premier exemplaire des 77 chars Léopard qui sont en construction en Allemagne Fédérale pour l'Armée turque, sortira de l'usine à la fin du mois de septembre. Les longues négociations pour la livraison des chars Léopard, entre la Turquie et l'Allemagne, se sont conclues le 17 novembre 1980 avec la signature de l'Accord Extraordinaire d'Aide Militaire de 600 millions DM. L'accord prévoit la fourniture d'autres types d'armes, notamment les missiles Milan.

- La Turquie a signé une lettre d'intention, ouvrant la voie sur des négociations détaillées, pour l'acquisition de 4 frégates MEKO 200 mises au point en République Fédérale d'Allemagne. Deux des quatre vaisseaux de guerre seront construits par des firmes allemandes: Blohm-Voss et HDW, les deux autres seront construits en Turquie. Les Etats-Unis fourniront un prêt d'environ 180 millions \$ et l'Allemagne d'environ 600 millions DM pour le financement des quatre frégates.

TURQUIE - MOYEN-ORIENT

- La Turquie et le Soudan ont signé des accords de coopération culturelle, économique et technique à Ankara, le 2 août 1982, alors que le Président soudanais, Gaafar Muhammad Nimeiri terminait sa visite officielle en Turquie. On rapporte que l'accord de coopération économique et technique donnerait à la Turquie la possibilité de satisfaire les besoins du Soudan en nourriture, en produits industriels et en assistance pour la réalisation des certains projets.

- Les exportations à l'Iraq, pour la période de Janvier à Juin 1982, sont passées au premier plan avec 299,6 millions \$. De source autorisée, l'Iraq est suivi par la RFA avec 218,3 millions \$ et les Etats-Unis avec 99,6 millions \$. On remarque un accroissement des exportations vers les Pays du Moyen Orient et Nord-Africains en comparaison avec 1981. Les exportations vers l'Iraq ont augmenté de 95,2 pc par rapport à l'année dernière représentant ainsi 17,6 pc de la totalité des exportations.

- Les liens entre la Turquie et l'Arabie Saoudite vont entrer dans une nouvelle phase suite aux récentes visites du Prince Talal bin-Abdelaziz et d'hommes d'affaire à l'échelle internationale comme Adnan Qashoggi qui est également le partenaire du Prince dans la production et la commercialisation du pétrole. On rapporte que Qashoggi a déclaré aux représentants turcs que certaines régions du sud-est de l'Anatolie possèdent d'abondantes réserves de pétrole, d'après des données fournies par satellite et qu'il est intéressé par l'extraction de ce "pétrole brut" qui nécessitera une technologie très avancée et coûteuse.

TURQUIE - URSS

Les relations entre la Turquie et l'URSS se sont tendues à la suite de la mort de deux soldats turcs à la frontière soviétique. Selon Ankara, deux gardes-fron-

tière turcs qui avaient franchi la frontière à l'avant-poste de Cildir dans la province turque de Kars ont été abattus par les gardes frontaliers soviétiques. L'Agence de Presse soviétique TASS rapportait que deux soldats armés avaient traversé la frontière vers les territoires soviétiques, venant de Turquie, et, sans qu'il y ait eu provocation, avaient ouvert le feu sur un détachement de gardes-frontière soviétiques avant d'être tués dans une fusillade. A la suite de cet incident, la visite des délégations culturelles et commerciales turques à Moscou a été postposée par le Ministre turc des Affaires Etrangères.

TURQUIE - USA

- Le Sénat américain a rejeté la requête de l'Administration Reagan pour l'octroi d'une aide militaire supplémentaire de 82 millions \$ pour la Turquie, et a voté une aide de 50 millions \$.

- Deux représentants du Congrès des Etats-Unis se sont rendus à Ankara afin de constater sur place les allégations de torture en Turquie et la situation de la minorité arménienne dans ce pays. Selon la presse turque, l'influence d'Amnesty International est de plus en plus croissante au sein du Congrès américain.

IMMIGRATION

- Un travailleur turc, Hüseyin Sahin, et sa femme enceinte ont entamé une grève de la faim à Rheingau, pour protester contre les autorités allemandes qui ne lui ont pas accordé de permis de travail. (H-1.8)
- A Anvers, en Belgique, la mosquée turque "Süleymaniye" a été incendiée par des personnes non-identifiées. C'est la quatrième attaque contre des mosquées turques dans la région. (T-2.8)
- L'auteur de *The Roots*, Mr. Alex Haley, disait dans une interview accordée à la revue allemande *Hörzu*: "Nous avons les Noirs, mais vous, vous avez les Turcs".
- Un travailleur turc de 40 ans est mort après avoir reçu des coups sur la tête à Bochum. Il était père de 8 enfants. (T-3.8)
- A Cologne, un travailleur turc, Osman Tokay a été empêché par des familles allemandes de s'installer dans une maison qu'il avait louée. (T-2.8)
- Un jeune néo-nazi, après avoir regardé un programme TV sur Hitler, s'est mis à tirer sur des passants et s'est ensuite suicidé. (M-5.8)
- A Dortmund, un travailleur turc de 61 ans, Mehmet İçin a été trouvé mort à son domicile. (T-8.8)
- Le propriétaire d'un restaurant turc de Munich a été menacé par des néo-nazis d'attaque à la bombe. (T-8.8)
- En une période de 8 mois, en 1982, environ 4000 travailleurs migrants turcs sont retournés définitivement en Turquie.
- Une femme turque, Miinevver Schnackenburg a été contrainte de déménager à cause de ses voisins à Munich sous prétexte qu'elle ne parvenait pas à s'adapter au voisinage. (H-17.8)
- A Stockholm, un club turc a été attaqué par des racistes suédois qui ont lancé des cocktails molotov. (C-17.8)
- Des Rockers ont battu un jeune Turc dans une station de métro de Francfort. (M-18.8)
- Environ 30 jeunes Suédois racistes se sont attaqués à un buffet turc, à Stockholm, et y ont laissé une croix en flammes, en partant. (H-19.8)
- Un travailleur turc, père de quatre enfants, s'est suicidé à Nüremberg pour avoir été tourmenté par ses collègues. (T-19.8)
- A Cologne, la famille du travailleur turc Osman Tokal n'a pas été autorisée à s'installer dans l'appartement qu'elle avait loué, sous prétexte que Mme Tokal se couvre la tête d'un fichu. (T-21.8)
- Un travailleur turc, Osman Y., est mort abattu dans la ville de Witten (Allemagne) alors qu'il se rendait à son travail. (M-21.8)
- Selon un rapport publié par le Ministère allemand de l'Intérieur, le nombre des délits commis contre des étrangers dans ce pays a augmenté de 150 pourcent en 1980-81. (M-21.8)
- A Berlin, un groupe de racistes a mis le feu à une maison habitée par des familles turques. (T-22.8)
- Selon les dernières données statistiques, le nombre de citoyens turcs en Belgique a atteint 63.587 dont 15.820 à Bruxelles, 30.691 en Flandres et 17.076 en Wallonie. (DR-13.8) Quant à la seconde génération, le nombre des enfants entre 0-6 ans est de 12.478 et entre 7-18 ans, de 17.780. (H-22.8)
- Dans un quartier de Kreuzberg, à Berlin, un groupe de Rockers s'en est pris à un magasin d'alimentation turc. (I-23.8)
- Dans la province de Nord Rhein Westfalen, en un an de temps, environ 1.200 femmes allemandes ont épousé des hommes turcs. (H-23.8)
- Dans des écoles primaires de Munich, des enfants allemands fabriquent des poupées de types turcs et les pendent à des potences. (H-24.8)
- Lors d'un débat à la TV bavaroise, un des participants proposait d'interdire les activités sportives des étrangers en Allemagne.
- Dans la ville de Hamm (Allemagne), une boutique turque et un magasin turc d'alimentation ont été incendiés par un groupe raciste. (H-23.8)
- Dans la ville de Handen, Suède, le local d'une association culturelle turque a été attaqué par un groupe raciste.
- A Ulm, Allemagne, un travailleur turc de 40 ans a été battu à mort par un Allemand dans une station de métro.
- Les deux groupes racistes nouvellement constitués, "Dorn to be Wild" et "Front de Libération National-Socialiste Allemand" menacent des familles turques en leur envoyant des lettres. (M-25.8)
- Pendant un festival populaire dans la ville suédoise de Kumla, des groupes racistes ont attaqué des participants turcs et laissé des croix enflammées sur leurs voitures. (H-26.8)
- 18 instituteurs d'écoles primaires ont fait appel aux autorités allemandes de Munich pour qu'elles prennent des mesures afin de stopper la montée du racisme parmi les jeunes Allemands. (T-26.8)
- A Berlin, un club culturel a été incendié par un groupe raciste. Des jeunes Turcs et des jeunes Allemands y avaient des activités théâtrales. (M-26.8)
- Mr. Olof Palme a déclaré que le peuple suédois devrait être honteux de tels actes racistes dans leur pays. (H-26.8)
- Selon la revue *Profil*, des groupes ultra de droite ont lancé une campagne de xénophobie en Autriche. (M-27.8)
- La police de Munich mène une enquête sur les activités racistes des "Commandos pour l'Anéantissement des Etrangers". (M-28.8)
- Un travailleur turc de 20 ans, Lokman Deligöz, s'est suicidé à Karlsruhe lors d'une crise de dépression, à la suite d'une longue période de chômage. (H-29.8)
- A Copenhague, au Danemark, environ 30 Rockers ont fait une descente dans un music-hall turc et l'ont détruit.